

« Les yeux et les oreilles de la Commission »

Isabelle Jegouzo est chef de la représentation, en France, de la Commission européenne. Elle transcrit ce que fait l'Union Européenne pour le grand public. Elle s'appuie sur un projet : les Décodeurs de l'Europe.

Entretien

L'intitulé de votre poste, ça veut dire quoi ?

Ça veut dire que la commission a, dans chaque État membre, une représentation qui ressemble à une ambassade. On est là pour analyser, écouter et faire comprendre ce qu'il se passe en France et dans l'Union Européenne. On est un peu les yeux, les oreilles et la bouche de la Commission européenne. On suit de près l'actualité politique française, on la transcrit vers Bruxelles. C'est un travail d'information et de communication, notamment via le réseau Europe Direct.

Vous avez lancé les Décodeurs de l'Europe...

Une initiative française. On s'est rendu compte que beaucoup avaient de fausses idées sur l'Europe. On est une équipe d'une dizaine de personnes, à Paris, à travailler sur ce sujet. Les infos données, ce sont celles que la Commission a déjà transmises mais pas forcément de manière aisée. Nous, on utilise un vocabulaire simple. Car un des défauts, c'est le



Isabelle Jegouzo, chef de représentation en France de la Commission européenne, veut décoder l'Europe pour le grand public.

côté « spécialiste » de la com'euro-péenne. On a travaillé avec le dessinateur Nicolas Vadot, pour mettre un petit peu de sourires. Et on va bientôt en faire des dessins animés.

Où peut-on voir ce travail ?

Sur le site web de la Commission, très relayé par les centres d'infos de l'UE, sur les réseaux sociaux. On a déjà

touché près de 730 000 personnes. C'est une info que nous envoyons aussi aux collectivités territoriales, aux parlementaires, journalistes... On veut que le débat, parfaitement légitime, ne soit pas polémique. On lutte contre les « fake news ».

Les Français ont des préjugés ?

Le problème, c'est qu'on se connaît mal. L'histoire du plombier polonais, par exemple, a bien plombé le débat sur la constitution européenne, en 2005. On a ce problème d'ignorance alors que, paradoxalement, chaque expérience de rencontre (via Erasmus ou autre) est presque toujours positive. Il faut ouvrir nos horizons. Les pays de l'UE ont de forts éléments de convergence. Quand vous êtes à New York, à Shanghai, que vous rencontrez un Polonais, Espagnol ou un Allemand, vous vous rendez compte de nos atomes crochus. On a des rapports semblables, à l'économie sociale de marchés, par exemple. C'est souvent hors d'Europe que l'on s'en rend compte.

Quels genres de préjugés ?

« L'Europe coûte cher à la France », « Elle ne fait rien en matières fiscales »,

« Avec Schengen, des terroristes circulent... ». Il y en a beaucoup, comme celui que l'Europe se mêle de tout, ne défend pas. Ça fait partie des préjugés sur lesquels on lutte.

L'Europe fait énormément de choses sur le plan social, comme les écoles de la deuxième chance. Contre l'idée d'ultralibéralisme, quand la Commission condamne l'Irlande et Google à payer 13 milliards d'amendes, pour rupture de la concurrence : c'est une volonté de défendre les plus petits.

Il faut donc parler d'Europe ?

On ne voit pas toujours les initiatives concrètes de l'UE. Or, il y en a tout près, en Normandie, avec un programme pour aider à mettre en place des cultures biologiques. Pour les 60 ans de l'UE, on a choisi 60 exemples concrets de projets financés par l'Europe. La remise en eau du Mont Saint-Michel, un programme d'énergie hydraulique... Tout ça, c'est un dessein plus global, comme celui des énergies renouvelables. Un dessein européen.

Pour aller plus loin : ec.europa.eu/france/news/decodeurseurope_fr

« Pas d'Europe sans les Européens »

Georges Garot, ancien député européen, président d'honneur de la Maison de l'Europe en Mayenne.

« Voir notre pays remettre l'avancée de l'Europe au centre de ses priorités est de bon augure. L'action du pouvoir politique est déterminante. Mais rien ne sera réglé ni complet sans la mobilisation des Européens eux-mêmes. Beaucoup trop souvent, les citoyens se sont finalement déchargés sur leurs dirigeants de la tâche de « faire » l'Europe. Celle-ci est ainsi devenue l'affaire d'une élite politique et économique, défendant l'idée européenne résumée à l'Europe d'un grand marché, d'une monnaie unique, sans valeur ajoutée sociale, sans même parler d'exigence démocratique.

Soyons concrets : qui connaît les revendications partagées par les syndicats de salariés des États de l'Union

sur le travail détaché et l'ubérisation de l'économie ? Quelles sont les positions communes défendues par les organisations agricoles de France, de Pologne ou d'Irlande, pour assurer un revenu décent aux producteurs de lait, confrontés à la même crise ?

Ces revendications existent sans doute à la faveur des travaux des confédérations européennes représentant les syndicats ouvriers ou agricoles. Mais reconnaissons qu'elles ne sont guère expliquées ni défendues.

La constitution d'une opinion publique européenne, d'un espace de débat européen sur ces sujets essentiels est pourtant fondamentale pour faire avancer l'idée-même d'Europe, et donc sa légitimité.

Ainsi est engagée, à côté de celle des élus politiques, la responsabilité des associations, des syndicats, des organisations professionnelles, des

mouvements politiques, de conduire les débats nationaux autour d'enjeux européens ! Les Maisons de l'Europe doivent prendre leur part. Par exemple, nous pouvons aider au lancement de « chantiers citoyens », en lien avec nos amis Allemands, Italiens, Espagnols, dans le cadre des comités de jumelage existants, dans de nombreuses communes. Quels rythmes scolaires pour nos enfants ? Comment bien nous soigner ? Qu'attendons-nous de notre alimentation ?

En posant ces débats sur des sujets concrets, en échangeant avec d'autres Européens, puis en restituant dans le débat local les accords, les désaccords, les positions communes, nous rapprocherons l'Europe des Européens. Nous ferons avancer une nouvelle Europe. Voilà l'enjeu politique fondamental des prochaines années. »



« Nos jeunes découvrent d'autres techniques »

Virginie Bergua, monitrice et responsable Erasmus+.

« Depuis 2011, la MFR Craon Hipodrome organise des mobilités européennes.

En 2018, ce sera le 6^e projet financé par Erasmus+ (avant, nos élèves partaient sans financement, en Irlande)

et on accueillera à notre tour des jeunes en formation. Ici, ils sont une trentaine d'élèves de première, en bac pro CGEA (conduite et gestion d'une exploitation agricole), à bénéficiaire de ces séjours, désormais en Allemagne.

Ils partent en stage, dans des structures équine ou bovine, pendant

deux semaines. Ils sont un ou deux par famille, en totale immersion chez les agriculteurs, et participent aux tâches quotidiennes de l'exploitation. Le dernier week-end, les jeunes se retrouvent pour une visite culturelle de la région (randonnée en montagne, sur les hauteurs du lac de Constance).

Par cette expérience, nos jeunes prennent conscience que les langues étrangères sont utiles, même dans leur domaine. Ils sont fiers de réussir à mettre à profit leurs compétences acquises en France, à l'étranger. Ils découvrent d'autres techniques de travail, liées aux contraintes d'un pays, d'une région. »